

Denis Payre

Qui perd gagne ?

Par Paul Sugy

On pensait que l'aventure sans lendemain de « Nous Citoyens » avait définitivement éloigné Denis Payre de l'arène politique. Et voilà que l'entrepreneur revient dans le débat public, à l'occasion du processus de désignation du candidat de la Droite. Avec un constat implacable sur les défaillances de l'Etat et des propositions sur le remède à lui administrer. De quoi nourrir une première satisfaction : voir ses thèmes de prédilection présents dans le débat.



Denis Payre, Président de Nature and People First (depuis 2009)

Né en 1963. Essec (1985).

Responsable des comptes stratégiques chez Oracle France (1988-1990); co-fondateur, directeur général de Business Objects (1990-1997); co-fondateur et président de Croissance Plus (1997-1998); vice-président chargé du développement international et des questions communautaires de l'association Croissance Plus devenue GrowthPlus Europe (1999-2001); co-fondateur et président de l'entreprise de livraison Kiala (2000-2013); membre du collège de l'Autorité de la concurrence (2009-2013); président de Nous citoyens (octobre 2013-janvier 2016).

Il était la surprise que personne n'attendait : en annonçant fin août sa participation à la guerre fratric... au processus de désignation d'un candidat à la présidentielle chez Les Républicains, Denis Payre a fait une entrée fracassante dans une année présidentielle déjà chaotique à huit mois encore du scrutin. L'entrepreneur, qui a déjà quelques années de vie politique derrière lui, fait partie de ces outsiders que pudiquement la langue médiatique décrit comme « bien connus déjà des milieux économiques... » (comprendre : « et d'eux seulement »). Mais un début de campagne mené à un train d'enfer, servi par le magnétisme de ce leader calme et souriant, qui conjugue une longue expérience à une vision personnelle, ont très vite permis au candidat d'imprimer sa griffe –

qui dénote pour l'heure dans l'arène politique où il s'est précipité tête la première.

C'est la rançon du succès de cette percée éclair, Denis Payre est plus demandé qu'un ministre. On réussit péniblement à le coincer en visioconférence entre deux rendez-vous, le visage rieur comme à son habitude, et déterminé à nous convaincre avec énergie de la validité de son diagnostic sur les rigidités de l'Etat et la nécessité de sa réforme. En fait, Denis Payre, c'est un témoin de Jéhovah. N'espérez pas que l'entrevue sera courte si vous cherchez à prendre le contre-pied de sa thèse : il a des exemples et des arguments à ne plus savoir qu'en faire, et il réussirait même à faire dire à un fiscaliste de Bercy qu'il faut diminuer les prélèvements obligatoires.

Ni business angel, ni simple startupper, ce chevalier blanc de l'entreprise et de la croissance décrit son parcours avec modestie, expliquant avoir « toujours fait

des choix radicaux pour privilégier [sa] famille sur [ses] affaires ». Après l'ESSEC, il fait ses premières armes chez Thomson puis Oracle, avant de se lancer dans la grande aventure à son tour, à l'âge de 27 ans. Il développe Business Objects, un éditeur de logiciels, qui fera son entrée – une première pour les boîtes françaises du secteur – à la bourse de New York quatre ans plus tard. Mais le début des affaires est aussi pour lui le début des ennuis. « J'ai découvert dès ce moment à quel point l'Etat français compliquait la vie des entrepreneurs » se souvient-il, amer. « Ca a commencé quand j'ai vu arriver les charges rétroactives sur les stock-options. Il y avait certes des abus, mais l'administration ne semblait pas vraiment déterminée à les traquer, elle s'en prenait à tout le monde sans distinction, et pour nous, cela risquait de nous faire perdre tout le profit que nous dégagions. » Il n'a pas de mots assez durs non plus à l'égard de l'ISF sans plafond, relent selon lui d'une « logique néo-marxiste » dont même la droite, à l'entendre, n'était pas exempte. « Tout ça pour avoir donné à la French Tech son premier grand succès, et me voilà à risquer la faillite personnelle ! On marchait sur la tête ! ». Il fonde alors CroissancePlus, association de lobbying pour faire entendre la voix des entrepreneurs qui partagent son exaspération. À son retour en 2008, il crée cette fois Kiala, une plateforme regroupant des lieux de distribution de colis que rachètera UPS quatre ans plus tard, puis franchit le Rubicon et crée dès les débuts de la présidence Hollande le collectif « Nous citoyens » pour promouvoir ses projets de réforme de l'Etat.

Une petite dizaine d'années plus tard, le bilan est en demi-teinte : « Mes idées ont été reprises par François Fillon, et dans une moindre mesure par Emmanuel Macron, en 2017. Mais pour quel résultat ? La principale réforme que devait faire le président était celle de l'Etat et il ne s'y est pas attelé. Il avait promis de supprimer 120.000 postes de fonctionnaires, il en a finalement... créé 120.000 de plus, selon mes informations ». Pour être déçu, l'infatigable défenseur de l'entreprise, il est désormais entrepreneur dans le stockage de l'énergie, n'en est pas moins déterminé : il en fait désormais une affaire personnelle. « Je ne serai peut-être pas le candidat des Républicains à l'issue de la primaire mais au moins je veux faire entendre mes idées. La France est malade de son Etat, elle est moins compétitive que tous ses voisins, elle dépense 140 milliards d'argent public en plus de ses voisins pour des résultats moins bons. » Et de prôner, en réaction, une modestie publique et une restriction drastique des compétences de l'Etat, pour mettre fin à la diabolique trinité qu'il décrit comme la source de bien des fléaux contemporains : « suradministration, surendettement, surfiscalité ». ■